

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**DEMANDE OU RENOUELEMENT DE CARTE  
PROFESSIONNELLE**

(loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 modifiée par l'ordonnance n° 2004-634 du 1<sup>er</sup> juillet 2004  
et décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 modifié par décret n° 2005-1315 du 21 octobre 2005)

- (1)
- Transactions sur immeubles et fonds de commerce
  - Gestion immobilière
  - Marchand de listes
  - Prestations touristiques
  - Prestations de services

CARTE (1)

- Transactions sur immeubles et fonds de commerce
- Gestion immobilière
- Marchand de listes
- Prestations touristiques
- Prestations de services

N°  
délivrée le

**I DEMANDEUR** (personne physique ou représentant légal ou statutaire d'une personne morale)

Nom (2) : \_\_\_\_\_

Prénoms (3) : \_\_\_\_\_

Date et lieu de naissance : |\_|\_| |\_|\_| |\_|\_|\_|\_|\_|  
jour mois année

Fils ou Fille de (4) : \_\_\_\_\_ et de (5) : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Domicile (6) : \_\_\_\_\_ |\_|\_|\_|\_|\_|  
Code postal

Lieu d'exercice de l'activité professionnelle : \_\_\_\_\_

Enseigne (7) : \_\_\_\_\_

Agissant : - en mon nom personnel (8) :

- en qualité de (9) :

**II PERSONNE MORALE**

Dénomination : \_\_\_\_\_

- Forme : \_\_\_\_\_

- Siège : \_\_\_\_\_

- Objet : \_\_\_\_\_

- Nombre de représentants légaux ou statutaires et qualité : \_\_\_\_\_

**III PERSONNE** qui assume la direction de l'entreprise ou du principal établissement : gérant, mandataire ou salarié, préposé

Nom (2) : \_\_\_\_\_

Prénoms (3) : \_\_\_\_\_

Date et lieu de naissance : |\_|\_| |\_|\_| |\_|\_|\_|\_|\_|  
jour mois année

Fils ou fille de (4) : \_\_\_\_\_ et de (5) : \_\_\_\_\_

Qualité : \_\_\_\_\_

Domicile (6) : \_\_\_\_\_

(ANNEXER les pièces justifiant de l'aptitude professionnelle).

## **I GARANTIE FINANCIÈRE (10)**

Désignation et adresse du garant ou du consignataire :

Montant de la garantie obtenue :

## **II ASSURANCE (11)**

Désignation et adresse de l'assureur :

## **III COMPTE BANCAIRE (12)**

Désignation et adresse de l'établissement qui a ouvert le compte :

N° du compte :

## **IV RÉCEPTION DE FONDS (13)**

Signature du déclarant,

1. Rayer les mentions ne correspondant pas à la demande.
2. Nom patronymique en majuscules ; le cas échéant, surnom.
3. Dans l'ordre de l'état civil ; souligner le prénom usuel.
4. Nom du père.
5. Nom de jeune fille de la mère.
6. Domicile personnel.
7. S'il y a lieu.
8. Préciser s'il y a location-gérance.
9. Indiquer la qualité de représentant légal, de représentant statutaire, ainsi que la fonction ;  
exemple : gérant-associé, gérant, président-directeur général, président du directoire, cogérant...
10. V. attestation de garantie.
11. V. attestation d'assurance.
12. V. attestation d'ouverture de comptes.
13. S'il y a lieu, écrire la mention : « je déclare sur l'honneur que je ne reçois aucun fonds, effet ou valeur à l'occasion des opérations spécifiées par l'article 1 (1° à 5°) de la loi n°70-9 du 2 janvier 1970. »

**NOTICE RELATIVE A LA DEMANDE DE CARTE PROFESSIONNELLE****DELIVRANCE DE TITRES OU CARTES EN PREFECTURE :****CARTE D'AGENT IMMOBILIER**

- *Transactions sur immeubles et fonds de commerce*
- *Gestion immobilière*
- *Marchand de listes*
- *Prestations touristiques*
- *Prestations de services*

**pour** (articles 3 et 8 de l'ordonnance n° 2004-634 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 modifiant l'article 1 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970) :

1° L'achat, la vente, l'échange, la location ou sous-location, saisonnière ou non, en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis ;

2° L'achat, la vente ou la location-gérance de fonds de commerce ;

3° La cession d'un cheptel mort ou vif ;

4° La souscription, l'achat, la vente d'actions ou de parts de sociétés immobilières donnant vocation à une attribution de locaux en jouissance ou en propriété ;

5° L'achat, la vente de parts sociales non négociables lorsque l'actif social comprend un immeuble ou un fonds de commerce ;

6° La gestion immobilière.

7° A l'exclusion des publications par voie de presse, la vente de listes ou de fichiers relatifs à l'achat, la vente, la location ou sous-location en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis.

8° La conclusion de tout contrat de jouissance d'immeuble à temps partagé régi par les articles L. 121-60 et suivants du code de la consommation.

**PROCEDURE**

- \* la personne physique ou le représentant légal ou statutaire de la personne morale se présente à la préfecture du siège de son activité (articles 1er, 3, 5 14, 15 et 16 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 modifiée par l'ordonnance n° 2004-634 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 réglementant la profession immobilière - la préfecture s'assure de son identité),
- \* l'intéressé renseigne une demande, selon un modèle pré établi, indiquant état-civil, profession, domicile, lieu de l'activité professionnelle (articles 1er, 55, 59, 71 du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 modifié par décret n° 2005-1315 du 21 octobre 2005 réglementant la profession immobilière),
- \* l'intéressé fournit les justificatifs de son aptitude, garanties financière et bancaire, assurance, registre du commerce,

**SANCTIONS PENALES ET PECUNIAIRES POUR INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION** (article 10 du Titre III de l'ordonnance n° 2004-634 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 modifiant la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970).

**PIÈCES A FOURNIR**

1. Aptitude professionnelle (Art. 9 à 16 du décret n° 2005-1315 du 21 octobre 2005 modifiant le décret du 20 juillet 1972).
2. Attestation de garantie financière.
3. Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.
4. Extrait du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un mois si la personne est immatriculée à ce registre ou d'un double de la demande si elle doit y être immatriculée (art. 3 – 4° du décret n° 2005-1315 du 21 octobre 2005 modifiant le décret du 20 juillet 1972).
5. Attestation d'ouverture du compte bancaire pour la mention « transactions sur immeubles et fonds de commerce » (art. 55 ou 59 du décret du 20 juillet 1972 modifié),  
Ou  
Attestation d'ouverture d'un compte bancaire ou postal au nom de chaque mandant pour la mention « gestion immobilière » lorsque la garantie résulte d'une consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations (art.71, décret du 20 juillet 1972 modifié).
6. Liste des établissements, succursales, agences ou bureaux qui dépendent du déclarant (art. 4, décret du 20 juillet 1972 modifié).